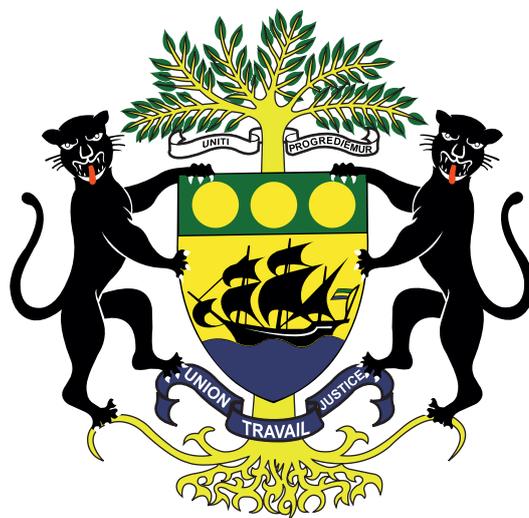


REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION: CONSEIL ET CONTROLE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR 2016

MISSION CONSEIL ET CONTROLE	2
NOTE EXPLICATIVE	3
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	4
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION	4
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE	4
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION	6
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	8
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	9
CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE (CND)	10
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	11
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	12
CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION (CNC)	13
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	14
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	15
MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE	16
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	17
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION	18

MISSION CONSEIL ET CONTROLE

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe au projet de loi de finances mission "Conseil et Contrôle" est prévue par l'article 18 alinéa 3 de la loi organique n°20/2014 du 25 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB).

Les organes constitutionnels sont répartis en trois grandes missions :

- Une mission "Pouvoirs Publics" prévue par l'article 38 de la LOLFEB ;
- Une mission "Conseil et Contrôle" définie lors des travaux relatifs à la structuration de la dépense publique en mission-programme-action ;
- Une mission "Autorités administratives indépendantes et de régulation", issue de la révision de l'architecture budgétaire.

Les organes constitutionnels classés dans la mission "Conseil et Contrôle", du fait de leur rôle de régulation, portent une politique publique et pourraient être astreints à la démarche de performance. Toutefois, l'exercice de déploiement de la démarche de performance étant à ce jour orienté sur les services administratifs, le traitement réservé aux pouvoirs publics s'étend provisoirement à l'ensemble des organes constitutionnels.

Par conséquent, l'annexe au projet de loi de finances mission "Conseil et Contrôle" regroupe les crédits des institutions suivantes :

- Conseil Economique et Social (CES) ;
- Conseil National de la Démocratie (CND) ;
- Conseil National de la Communication (CNC) ;
- Médiateur de la République.

Chacune de ces institutions fait l'objet d'une dotation.

Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe le montant des crédits inscrits et exécutés par dotation et titre pour l'année 2016.

Les crédits budgétaires figurant dans les tableaux du présent document sont présentés en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION

Numéro et intitulé de la dotation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
5.213 Conseil Economique et Social (CES)	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849
5.220 Conseil National de la Démocratie (CND)	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150
5.227 Conseil National de la Communication (CNC)	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038
5.269 Médiature de la République	74 725 000	72 385 000	2 340 000	74 725 000	72 385 000	2 340 000
Total pour la mission	5 539 962 856	5 647 193 119	-107 230 263	5 539 962 856	5 647 193 119	-107 230 263

Explications des principaux écarts :

La Mission "Conseil et Contrôle" a bénéficié d'une dotation budgétaire de **5 539 962 856 FCFA**. Ce montant a été exécuté à hauteur de **5 647 193 119 FCFA**, soit un dépassement de **107 230 263 FCFA**. Le taux global d'exécution est **101,9%**.

Les écarts entre les crédits votés et consommés de la mission "Conseil et Contrôle" se présentent ainsi :

- Conseil Economique et Social (CES) : **226 659 849 FCFA ;**
- Conseil National de la Démocratie (CND) : **-1 610 955 150 FCFA ;**
- Conseil National de la Communication (CNC) : **-1 274 725 038 FCFA ;**
- Médiateur de la République : **2 340 000 FCFA ;**

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE

Numéro et intitulé des dotations et des titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
N°5.213 Conseil Economique et Social (CES)	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	954 906 000	559 303 000	395 603 000	954 906 000	559 303 000	395 603 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 170 000 000	-170 000 000	1 000 000 000	1 170 000 000	-170 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	10 568 482	9 511 633	1 056 849	10 568 482	9 511 633	1 056 849
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
N°5.220 Conseil National de la Démocratie (CND)	507 423 000	2 118 378 150	- 1 610 955 150	507 423 000	2 118 378 150	- 1 610 955 150
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	37 423 000	3 930 000	33 493 000	37 423 000	3 930 000	33 493 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	470 000 000	2 114 448 150	-1 644 448 150	470 000 000	2 114 448 150	-1 644 448 150
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
N°5.227 Conseil National de la Communication (CNC)	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038

Numéro et intitulé des dotations et des titres	Au autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016	AE engagées en 2016	Ecart	CP ouverts en LF pour 2016	CP consommés en 2016	Ecart
	(a)	(b)	(a - b)	(c)	(d)	(c) - (d)
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	618 520 000	62 785 000	555 735 000	618 520 000	62 785 000	555 735 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 325 000 000	1 458 750 000	866 250 000	2 325 000 000	1 458 750 000	866 250 000
Titre 4. Dépenses de transfert	48 820 374	43 938 336	4 882 038	48 820 374	43 938 336	4 882 038
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	152 142 000	-152 142 000	-	152 142 000	-152 142 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
N°5.269 Médiature de la République	74 725 000	72 385 000	2 340 000	74 725 000	72 385 000	2 340 000
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	13 975 000	14 710 000	-735 000	13 975 000	14 710 000	-735 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	60 000 000	57 000 000	3 000 000	60 000 000	57 000 000	3 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	750 000	675 000	75 000	750 000	675 000	75 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la mission	5 539 962 856	5 647 193 119	-107 230 263	5 539 962 856	5 647 193 119	-107 230 263
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	1 624 824 000	640 728 000	984 096 000	1 624 824 000	640 728 000	984 096 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 855 000 000	4 800 198 150	-945 198 150	3 855 000 000	4 800 198 150	-945 198 150
Titre 4. Dépenses de transfert	60 138 856	54 124 969	6 013 887	60 138 856	54 124 969	6 013 887
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	152 142 000	-152 142 000	-	152 142 000	-152 142 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-

Explications des principaux écarts :

Pour la mission "Conseil et Contrôle", les écarts et les taux d'exécution par titre se répartissent ainsi qu'il suit :

- Titre 2 « Dépenses de personnel » : **984 096 000 FCFA** d'écart et **39,4%** de taux d'exécution ;
- Titre 3 « Dépenses de biens et services » : **-945 198 150 FCFA** d'écart et **124,5%** de taux d'exécution ;
- Titre 4 « Dépenses de transfert » : **6 013 887 FCFA** d'écart et **90%** de taux d'exécution ;
- Titre 5 « Dépenses d'investissement » : **-152 142 000 FCFA** d'écart.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION

Récapitulatif des mouvements par titre

Titres	Nature des mouvements d'AE		
	Transferts	Virements	Annulations
Titre 1			
Titre 2	-984 096 000		
Titre 3	+1 620 000 000		
Titre 4			
Titre 5	+152 142 000		
Titre 6			
Total des mouvements d'AE	+788 046 000		

Titres	Nature des mouvements de CP			
	Transferts	Virements	Annulations	Reports
Titre 1				
Titre 2	-984 096 000			
Titre 3	+1 620 000 000			
Titre 4				
Titre 5	+152 142 000			
Titre 6				
Total des mouvements de CP	+788 046 000			

Explication du total des mouvements d'AE et de CP :

La mission "Conseil et Contrôle" a reçu un montant net de transferts de **788 046 000 FCFA** au cours de l'exercice budgétaire 2016 justifié par les mouvements suivants :

- titre 3 : **+1 620 000 000 FCFA** ;
- titre 5 : **+152 142 000 FCFA** ;
- titre 2 : **- 984 096 000 FCFA**.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Dotation et titres	Au torisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a – b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) – (d)
5.213 Conseil Economique et Social	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	954 906 000	559 303 000	395 603 000	954 906 000	559 303 000	395 603 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 170 000 000	-170 000 000	1 000 000 000	1 170 000 000	-170 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	10 568 482	9 511 633	1 056 849	10 568 482	9 511 633	1 056 849
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849	1 965 474 482	1 738 814 633	226 659 849

Explications des principaux écarts :

Le Conseil Economique et Social (CES) a bénéficié d'une dotation budgétaire de **1 965 474 482 FCFA** exécutée à hauteur de **1 738 814 633 FCFA**, soit un écart de **226 659 849 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
5. 213 : Conseil Economique et Social (CES)	14.521 : Gestion des dépenses publiques et contrôle	Titre 2	-395 603 000	-395 603 000
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	5. 213 : Conseil Economique et Social (CES)	Titre 3	+ 220 000 000	+ 220 000 000
Total des Transferts			-175 603 000	-175 603 000
dont Titre 2			-395 603 000	-395 603 000
dont Titre 3			+ 220 000 000	+ 220 000 000

Explication des mouvements de crédits :

Le CES a bénéficié d'un transfert de crédits de **220 000 000 FCFA** (titre 3) en provenance du programme "Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles". Cette institution a transféré des crédits du titre 2 d'un montant de **395 603 000 FCFA** vers le programme "Gestion des dépenses publiques et contrôle" dans le cadre de la couverture de la solde permanente gérée de manière centralisée au Ministère en charge du Budget.

CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE (CND)

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Dotation et titres	Au torisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
N°5.220 Conseil National de la Démocratie (CND)	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	37 423 000	3 930 000	33 493 000	37 423 000	3 930 000	33 493 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	470 000 000	2 114 448 150	-2 113 978 150	470 000 000	2 114 448 150	-2 113 978 150
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150	507 423 000	2 118 378 150	-1 610 955 150

Explication des principaux écarts :

Le Conseil National de la Démocratie (CND) a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de **507 423 000 FCFA** exécutée à hauteur de **2 118 378 150**, soit un écart de **1 610 955 150 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
5.220 : Conseil National de la Démocratie (CND)	14.521 : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Titre 2	-33 493 000	-33 493 000
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	5.220 : Conseil National de la Démocratie (CND)	Titre 3	+1 200 000 000	+1 200 000 000
Total des Transferts			+1 166 507 000	+1 166 507 000
dont Titre 2			-33 493 000	-33 493 000
dont Titre 3			+1 200 000 000	+1 200 000 000

Explication des impacts de chaque transfert :

Le montant net des transferts de la CND s'élève à **1 166 507 000 FCFA** issu d'un transfert de crédits de **33 493 000 FCFA** (titre 2) vers le programme « Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources » et d'un autre de **1 200 000 000 FCFA** (titre 3) en provenance du programme « Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles ».

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION (CNC)

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Dotation et titres	Au torisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
N°5.227 Conseil National de la Communication (CNC)	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	618 520 000	62 785 000	555 735 000	618 520 000	62 785 000	555 735 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 325 000 000	1 458 750 000	866 250 000	2 325 000 000	1 458 750 000	866 250 000
Titre 4. Dépenses de transfert	48 820 374	43 938 336	4 882 038	48 820 374	43 938 336	4 882 038
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	152 142 000	-152 142 000	-	152 142 000	-152 142 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038	2 992 340 374	1 717 615 336	1 274 725 038

Explication des principaux écarts :

Le Conseil National de la Communication (CNC) a reçu une dotation budgétaire de **2 992 340 374 FCFA** dont l'exécution est évaluée à **1 717 615 336**, soit un écart de **1 274 725 038 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
5.227 : Conseil National de la Communication (CNC)	14.521 : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Titre 2	-555 735 000	-555 735 000
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	5.227 : Conseil National de la Communication (CNC)	Titre 5	+152 142 000	+152 142 000
30.141 : Dotation pour dépenses à caractère politique	5.227 : Conseil National de la Communication (CNC)	Titre 3	+200 000 000	+200 000 000
Total des Transferts			-203 593 000	-203 593 000
dont Titre 2			-555 735 000	-555 735 000
Dont Titre 3			+200 000 000	+200 000 000
dont Titre 5			+152 142 000	+152 142 000

Explication des impacts de chaque transfert :

Le CNC a reçu des crédits supplémentaires pour un montant de **352 142 000 FCFA** des programmes « Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » et « Dotation pour dépenses à caractère politique ». Par ailleurs, cette institution a transféré un montant de crédits de **555 735 000 FCFA** au programme « Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources » au titre de la couverture de la solde permanente.

MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Dotation et titres	Au torisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE engagées en 2016 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
N°5.269 : Médiature de la République	74 725 000	72 385 000	2 340 000	74 725 000	72 385 000	2 340 000
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	13 975 000	14 710 000	-735 000	13 975 000	14 710 000	-735 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	60 000 000	57 000 000	3 000 000	60 000 000	57 000 000	3 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	750 000	675 000	75 000	750 000	675 000	75 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	74 725 000	72 385 000	2 340 000	74 725 000	72 385 000	2 340 000

Explication des principaux écarts :

La Médiature de la République a exécuté **72 385 000 FCFA** de crédits sur la dotation inscrite de **74 725 000 FCFA**, soit un écart de **2 340 000 FCFA**.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA DOTATION

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprév isibles	5.269 :Médiature de la République	Titre 2	+735 000	+735 000
Total des Transferts			+735 000	+735 000
dont Titre 2			+735 000	+735 000

Explication des impacts de chaque transfert :

La Médiature de la République a bénéficié de **735 000 FCFA** de crédits supplémentaires (titre 2) en provenance du programme "Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources".